

T3 2023

RAPPORT D'ACTIONNARIAT ACTIF

*Suivi des progrès de nos activités d'engagement
auprès des sociétés et liées aux politiques*

Dans ce numéro

2 Sommaire des activités

4 Pleins feux sur le thème principal : la nature

Nature Action 100 s'attaque aux risques de placement liés à l'épuisement du capital naturel

5 Rapports d'étape

- Banques américaines
- Banque CIBC
- Starbucks
- Innergex énergie renouvelable
- Dassault Systèmes

8 Faits saillants de l'engagement des sous-conseillers

Le point d'Impax Asset Management sur l'entreprise américaine de véhicules et d'appareils automatisés Aptiv

9 Promotion de politiques

Influer sur l'élaboration de politiques au profit de nos investisseurs

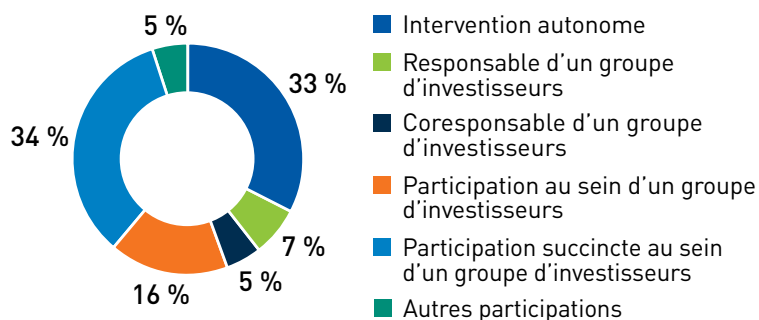
10 Faits saillants des politiques

11 Liste d'engagement auprès des sociétés

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS

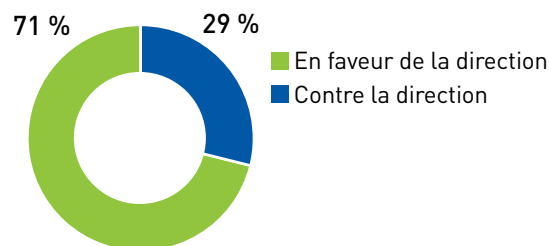
Rôle de NEI en matière d'engagement

Nous avons mené 45 % de nos activités d'engagement pendant le troisième trimestre, c'est-à-dire que nous les avons menées nous mêmes, ou que nous avons dirigé ou codirigé un engagement collaboratif avec d'autres investisseurs. Le nombre relativement élevé de collaborations classées comme des participations succinctes est attribuable à notre soutien dans le cadre de l'intervention auprès du Business Benchmark on Farm Animal Welfare qui a eu lieu pendant le trimestre et qui a représenté plus de 37 % de nos engagements totaux. Les deux thèmes suivants en importance sont les droits de la personne et la carboneutralité, représentant chacun environ 20 % de nos discussions. Nos engagements en matière de carboneutralité ont porté sur des sujets comme les emballages en plastique et leur circularité et les plans de transition vers la carboneutralité, tandis que nos discussions visant les droits de la personne ont été axées sur les risques liés à la chaîne d'approvisionnement, la diligence raisonnable en matière de droits de la personne et les droits numériques.



Instructions de vote

Pendant le trimestre, nous avons voté dans 74 assemblées, ce qui représente une baisse considérable par rapport au trimestre précédent, car la période de pointe des votes par procuration est terminée. Nous avons appuyé la direction dans 71 % des questions soumises au vote. Les votes contre la direction (29 % des propositions) portaient principalement sur l'élection des administrateurs et les questions de rémunération. Seulement huit résolutions d'actionnaires ont été soumises au vote à l'occasion de cinq assemblées d'entreprises. Nous avons appuyé cinq de ces résolutions, dont une qui encourageait FedEx à adopter une politique de congés de maladie payés, une qui demandait à la société de produire un rapport sur la façon dont ses efforts en matière de climat favorisent une transition juste, et une autre qui demandait à FedEx de produire un rapport sur la prise en compte du risque climatique dans les options de régimes de retraite.

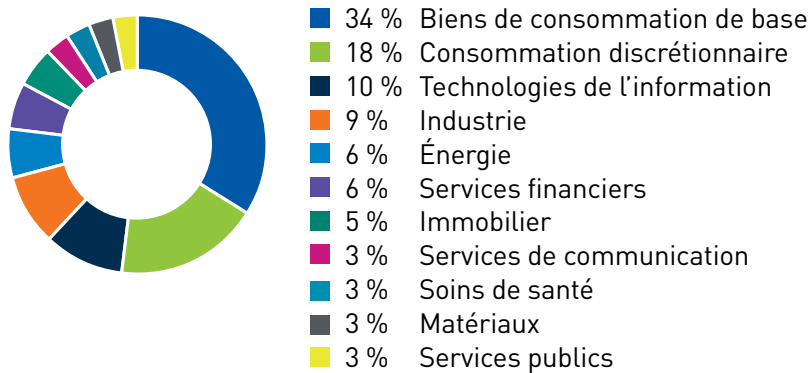


Qu'est-ce que l'actionariat actif?

Notre équipe d'investissement responsable s'engage activement auprès des sociétés détenues dans nos fonds afin de protéger et d'accroître la valeur pour les investisseurs, tout en ayant une influence sur les responsabilités qu'endossent toutes les parties prenantes. Nous discutons directement avec les sociétés pour les informer des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance, et nous proposons des solutions qui pourraient les aider à s'améliorer. Nous votons également aux assemblées générales annuelles sur des questions comme les nominations au conseil d'administration, la bonne gouvernance et les propositions d'actionnaires.

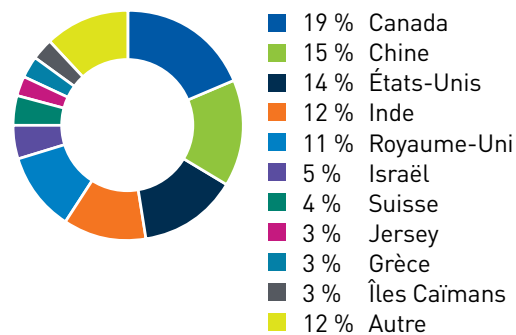
Engagement par secteur

Les secteurs de la consommation discrétionnaire et des biens de consommation de base ont représenté la majorité des cibles d'engagement pendant le trimestre; 52 % des engagements réalisés ont été auprès de sociétés de ces deux secteurs. La majorité de ces engagements portaient sur le bien-être des animaux d'élevage et le Business Benchmark on Farm Animal Welfare; la circularité des emballages en plastique et le capital humain ont aussi fait partie des sujets discutés. Viennent ensuite les secteurs des technologies de l'information et de l'industrie. Dans les technologies de l'information, les enjeux liés aux droits de la personne – comme les droits numériques et la diligence raisonnable relative aux droits de la personne – ont dominé les dialogues, tandis que les engagements dans le secteur de l'industrie ont porté sur divers enjeux, allant de la carboneutralité à l'éthique des affaires en passant par la diligence raisonnable en matière de droits de la personne.



Votes par pays

Pendant le trimestre, 68 % des assemblées ayant donné lieu à l'exercice du vote se sont déroulées sur les marchés internationaux, en particulier en Asie (36 %) et en Europe (26 %). Les assemblées de sociétés nord-américaines ont chuté à 32 %, car la période de pointe des votes par procuration est terminée. Les huit résolutions d'actionnaires ayant fait l'objet d'un vote durant le trimestre visaient des sociétés américaines, dont cinq visaient FedEx.



PLEINS FEUX SUR LE THÈME PRINCIPAL : NATURE

Nature Action 100 s'attaque aux risques de placement liés à l'épuisement du capital naturel

Michela Gregory, directrice, Investissement responsable

L'importance cruciale de la nature pour l'économie mondiale est enfin reconnue. En fait, il est maintenant entendu qu'il s'agit d'une notion si fondamentale que l'expression « capital naturel » a été ajoutée au lexique du secteur des placements pour lui donner toute la pertinence qu'elle mérite.

« Puisque plus de la moitié du PIB mondial dépend de la nature et de ses services, l'épuisement du capital naturel crée d'importants risques – opérationnels, réglementaires, de litiges et d'atteinte à la réputation – pour les investisseurs et les entreprises et se traduit par des répercussions économiques négatives à l'échelle mondiale. Des centaines de milliards de récoltes à l'échelle mondiale sont menacées chaque année par la perte de pollinisateurs, ce qui représente un risque opérationnel pour les sociétés qui fournissent des produits agricoles. Selon certaines estimations, des dizaines de milliards de dollars d'actifs pourraient devenir inexploitable au cours des cinq à dix prochaines années si les sociétés continuent de produire des marchandises liées à la déforestation. »¹

Afin d'aider à gérer ces risques pour le capital de nos clients, NEI a adhéré à Nature Action 100, une initiative d'engagement mondial à laquelle participent 190 sociétés de placement. L'initiative a été lancée en décembre 2022; en septembre dernier, la liste des 100 sociétés sélectionnées pour un engagement a été publiée.² Bien que NEI ait exprimé son intérêt à participer à plusieurs engagements, les détails restent à déterminer.

Au 30 juin 2023, le portefeuille de NEI comptait 44 des sociétés inscrites sur la liste, pour une exposition totale de près d'un demi-milliard de dollars, soit 4,8 %. Nous intervenons déjà auprès d'un bon nombre de ces sociétés, que ce soit au sujet de la nature ou d'autres

principaux thèmes, comme la carboneutralité, les droits de la personne et l'inégalité. Sous le thème principal de la nature, notre sujet d'engagement prioritaire jusqu'à présent a été la déforestation. Nous avons discuté avec 17 sociétés à ce sujet – dont **Lowe's, Kraft Heinz, Home Depot, Walmart, Kellogg's** et **Unilever** – par l'intermédiaire d'engagements collaboratifs dans le cadre de l'initiative Finance Sector Deforestation Action. Ces sociétés figurent également sur la liste Nature Action 100.

Dans notre article publié en mai 2023, *S'engager sur la voie de la biodiversité*³, nous avons expliqué l'objectif de notre travail :

« L'objectif de notre approche d'entreprise à ce jour a été d'établir une base de référence pour les dialogues que nous entretenons avec les sociétés en portefeuille qui dépendent fortement des milieux naturels ou qui ont une incidence importante sur ceux-ci. Entre autres choses, nous demandons à certaines sociétés à l'échelle de divers secteurs comment elles évaluent leur incidence, quelles sont leurs dépendances et quels sont les défis auxquels elles sont confrontées. Leurs réponses nous aideront à déterminer quelles sociétés sont en tête et lesquelles ont encore du chemin à faire. »

Nous poursuivons l'élaboration d'un cadre complet d'évaluation des risques et des occasions de placement liés à l'épuisement – et à la protection – du capital naturel. La publication des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière liée à la nature en septembre⁴ nous donne une norme sectorielle conçue pour guider ce projet. Nous sommes impatients de communiquer notre cadre de travail durant les prochains mois et de collaborer avec nos sous-conseillers à améliorer la résilience de notre portefeuille de placement grâce à la prise en compte des facteurs liés à la nature.

¹ <https://www.natureaction100.org/> (en anglais seulement).

² <https://www.natureaction100.org/nature-action-100-announces-companies-start-of-investor-engagement-process-to-catalyze-greater-action-on-nature-loss/> (en anglais seulement).

³ <https://www.placementsnei.com/points-de-vue/jeter-les-bases-d-une-approche-efficace.html>.

⁴ <https://tnfd.global/tnfd-publications/> (en anglais seulement).

RAPPORT D'ÉTAPE : BANQUES AMÉRICAINES

Secteur

Services financiers

Thème principal; sous-thème(s)

Carboneutralité; engagements en matière de carboneutralité et plans de transition

Objectifs de développement durable des Nations Unies connexes



Activité d'engagement

Collaboration des investisseurs

Réceptivité

Réceptive

État des placements (peut changer sans préavis)

Fonds équilibré durable mondial NEI;
Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI;
Fonds de dividendes américains NEI;
Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI

Objectif : Encourager les banques régionales américaines à progresser à l'égard de leurs engagements en matière de carboneutralité et à partager nos attentes liées au climat.

Pendant le trimestre, nous avons rencontré trois banques suprarégionales⁵ dans le cadre d'une collaboration avec des investisseurs menée par Ceres et l'Interfaith Center on Corporate Responsibility. Le groupe d'investisseurs cherche à faire comprendre l'urgence de la question de la carboneutralité dans les banques, soulignant que les petits prêteurs sont généralement perçus comme à la traîne de leurs homologues plus importants dans l'officialisation de leurs engagements.

Les changements climatiques posent un risque de placement important pour les banques. Même si leur empreinte carbone opérationnelle est relativement faible, les banques ont d'importantes émissions financées, c'est-à-dire les émissions de gaz à effet de serre qu'elles financent au moyen de leurs activités de prêt et de financement. En raison de cette exposition, les banques se doivent d'intégrer les risques et les occasions liés au climat dans leur stratégie d'affaires. Autrement, elles pourraient s'exposer non seulement à un important risque d'atteinte à la réputation, mais aussi à des risques de marché et de crédit qui se répercuteraient ultimement sur leur rendement financier. Les grands prêteurs au Canada et aux États-Unis ont déjà fait les manchettes en raison du soutien financier qu'ils fournissent aux sociétés

pétrolières et gazières et à d'autres sociétés à fortes émissions⁶, ce qui pourrait devenir très pertinent plus les changements climatiques s'aggraveront. Par ailleurs, si les sociétés qui reçoivent le financement des banques ne procèdent pas à la décarbonisation, le risque accru de leur inaction pourrait retourner au prêteur.

Les plus grandes sociétés avec lesquelles nous discutons ont pris des engagements de carboneutralité et ont commencé à établir des cibles intermédiaires pour certains secteurs à fortes émissions. Elles ont progressivement mis au point un système permettant de mieux comprendre les profils de risque climatique de leurs clients, et certaines ont entamé des engagements ciblés auprès de leurs clients. Toutefois, même les plus grandes sociétés ont encore du travail à faire pour élaborer leurs plans de transition⁷. Nous avons appris que les plus petites banques ont à peine commencé à s'attaquer au problème. Elles n'ont pas nécessairement une façon structurée de savoir ce que leurs clients commerciaux font au sujet de leurs émissions de carbone et n'ont pas encore défini leurs attentes liées au climat. Voilà l'une de nos principales demandes aux banques : qu'à titre de condition au financement, elles soient informées de la façon dont leurs clients à fortes émissions ont l'intention de faire la transition et qu'elles surveillent les progrès.

Nous ne nous attendons pas à ce que les banques cessent de prêter aux sociétés à fortes émissions. En fait, le financement que proposent les banques à ces sociétés est une composante essentielle d'une transition énergétique réussie. En fait, nous nous attendons des banques qu'elles comprennent les risques liés au climat au sein de leurs portefeuilles de prêts et qu'elles gèrent et communiquent leur plan sur la façon d'amener leurs clients vers la carboneutralité. Nous estimons qu'à l'heure actuelle, les plus petites banques américaines ont du rattrapage à faire.

Étapes suivantes : Même si nous sommes satisfaits de l'engagement des banques à l'égard des attentes du groupe d'investisseurs, nous envisageons de soumettre la question aux conseils d'administration des banques suprarégionales américaines afin de les encourager à augmenter leurs engagements en matière de carboneutralité et les mesures qu'elles prendront à cet égard.

⁵ M&T Bank, Truist Bank, U.S. Bancorp.

⁶ Banking on Climate Chaos Fossil Fuel Finance Report 2023, https://www.bankingonclimatechaos.org/wp-content/uploads/2023/08/BOCC_2023_vF.pdf (en anglais seulement).

⁷ Nous avons discuté avec Citigroup pendant le trimestre dans le cadre de la même collaboration, et nous rencontrons régulièrement les prêteurs canadiens à ce sujet.

RAPPORT D'ÉTAPE : BANQUE CIBC

Secteur

Services financiers

Thème principal; sous-thème(s)

Carboneutralité; inégalités; droits de la personne; nature

Objectifs de développement durable des Nations Unies connexes



Activité d'engagement

Intervention autonome

Réceptivité

Très réceptive

État des placements (peut changer sans préavis)

Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Objectif : Discuter des risques importants auxquels s'expose la banque, comme ceux liés à la carboneutralité et à l'inégalité dans un contexte de hausse du coût de la vie.

La Banque CIBC a communiqué avec NEI pour obtenir des commentaires sur les risques importants à court terme auxquels la banque s'expose, les éventuelles répercussions financières et la probabilité que ces répercussions se concrétisent. La banque évalue régulièrement ses risques importants et, compte tenu de la relation de longue date que nous entretenons avec la Banque CIBC, nous attendons avec intérêt de participer à cette rencontre de collaboration. Les enjeux que nous avons soulevés s'inscrivent avec nos thèmes principaux.

Comme c'est le cas pour de nombreuses sociétés ces jours-ci – et certainement de toutes les banques –, nous considérons que la transition énergétique et le fait de viser la carboneutralité sont des sujets de préoccupation importants. Étant donné le rôle crucial que les banques jouent dans la transition vers une économie sobre en carbone, elles devraient présenter un plan de transition crédible, prendre des mesures concrètes dans l'engagement de leurs clients et tirer parti des occasions de financement durable. (Reportez-vous à la page 5 pour obtenir des précisions sur les risques liés au climat dans le secteur bancaire.)

Nous avons également souligné que les inégalités représentaient un risque important, surtout lorsqu'il est question de l'écart de salaires entre les dirigeants et les autres employés. Il s'agit là de discussions habituelles avec les institutions financières, mais elles sont devenues plus urgentes dans un contexte d'inflation plus élevée et de hausse du coût de la vie, ce qui en fait, selon nous, un enjeu ayant une incidence élevée. Nous sommes conscients que la Banque CIBC a pris des engagements à l'égard des salaires (minimum de 25 \$ l'heure d'ici la fin de 2025), mais nous croyons que la banque (tout comme ses pairs) devrait également adopter un plafond pour la rémunération des dirigeants afin de contrer les risques croissants d'inégalités.

De plus, nous avons souligné le fait que les risques liés à la nature nous paraissent relativement à court terme et que s'ils ne sont pas réglés, ils pourraient avoir une incidence élevée sur la banque et sur ses pairs. Tout comme le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques se concentre principalement sur l'importance financière, le Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière liée à la nature se penche aussi sur l'importance financière dans son approche de l'analyse du capital naturel. Il est important de comprendre comment les banques peuvent influencer sur la répartition du capital au sein de leurs portefeuilles de prêts afin d'atténuer les risques liés à la nature et de tirer parti des occasions. La Banque CIBC a démontré la nécessité de s'attaquer à ces nouveaux sujets; nous sommes heureux de cette ouverture au dialogue.

Nous avons également mis l'accent sur le thème de longue date des droits de la personne dans le contexte des prêts, en particulier dans le contexte d'une utilisation importante de l'intelligence artificielle. En 2022, la Banque CIBC a élaboré d'autres processus relatifs à l'impact de l'éthique des données et à l'évaluation du risque afin de réduire au minimum les biais; nous l'avons encouragée à fournir plus de renseignements sur ses conclusions.

Étapes suivantes : Nous continuerons de suivre les progrès de la Banque CIBC sur ces sujets, en particulier à mesure qu'elle améliorera ses renseignements.



RAPPORT D'ÉTAPE : STARBUCKS

Secteur

Consommation discrétionnaire

Thème principal; sous-thème(s)

Inégalités; capital humain

Objectifs de développement durable des Nations Unies connexes



Activité d'engagement

Correspondance par courriel après l'AGA

Réceptivité

Réceptive

État des placements (peut changer sans préavis)

Fonds de croissance mondiale NEI

Objectif : Vérifier les intentions de la société à la suite de l'adoption d'une résolution des actionnaires concernant la liberté d'association et la négociation collective.

Au troisième trimestre, Starbucks a répondu à une lettre que nous lui avons envoyée à la suite de son assemblée générale annuelle (AGA) de mars et dans laquelle il était question d'une proposition d'actionnaires concernant les pratiques de travail qui a recueilli l'appui de 52 % des investisseurs⁸ (y compris de NEI). La proposition demandait à la société d'effectuer une évaluation indépendante de ses pratiques, les employés cherchant à obtenir le droit à la liberté d'association et à la négociation collective.

Notre équipe d'analystes avait déjà signalé Starbucks, les controverses sur la main-d'œuvre ayant fait surface en préparation de l'AGA. La société s'exposait à une atteinte à la réputation considérable, qui risquait d'éroder la valeur de la marque et de nuire aux résultats financiers. La société a été accusée (et continue de l'être) d'avoir une attitude antisyndicale, et Howard Shultz, ancien chef de la direction, a été appelé à témoigner devant un comité du Sénat américain à ce sujet. Le National Labor Relations Board des États-Unis a reconnu M. Shultz coupable d'avoir violé les lois du travail⁹, et la société fait toujours l'objet d'une enquête par le département du Travail des États-Unis.¹⁰

La lettre que nous avons envoyée à Starbucks l'a informé du fait que nous avons voté en faveur de la résolution et comportait trois questions de suivi importantes : Quel est le plan à court et à moyen terme de la société pour répondre à la proposition d'actionnaires? Quels sont les processus en place pour prendre en compte les préoccupations liées à la main-d'œuvre au-delà des exigences des organismes de réglementation? Quelle est la structure de l'équipe des relations de travail qui sera responsable de ce domaine au sein de l'entreprise?

Dans sa réponse, Starbucks a fourni des renseignements qui ont répondu à deux des trois questions, ce qui nous montre qu'elle prend des mesures concrètes pour prendre en compte nos préoccupations ainsi que ses problèmes de main-d'œuvre en général. Elle a retenu les services d'un évaluateur indépendant pour effectuer l'examen, lequel est mené par un comité du conseil d'administration; un autre signe positif. La société a indiqué qu'elle s'attendait à rendre publics les principaux points à retenir de l'évaluation d'ici la fin de l'année. Nous avons répondu que nous étions heureux de voir les mesures prises et que nous attendions avec intérêt de voir les résultats.

Étapes suivantes : Nous examinerons la divulgation publique qui découlera de l'évaluation indépendante de la société lorsqu'elle sera disponible et nous effectuerons un suivi en conséquence.

⁸ Les données sur les résultats de vote proviennent de l'Institutional Shareholder Services.

⁹ <https://www.reuters.com/legal/government/ex-starbucks-ceo-schultz-illegally-threatened-union-supporter-nlr-judge-rules-2023-10-09/> (en anglais seulement).

¹⁰ <https://www.reuters.com/legal/starbucks-must-disclose-spending-response-union-campaign-judge-rules-2023-10-06/> (en anglais seulement).

RAPPORT D'ÉTAPE : INNERGEX

ÉNERGIE RENOUVELABLE

Secteur
Énergie

Thème principal; sous-thème(s)

Droits de la personne; droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement

Objectifs de développement durable des Nations Unies connexes



Activité d'engagement
Intervention autonome

Réceptivité
Réceptive

État des placements (peut changer sans préavis)
Fonds d'infrastructure propre NEI;
Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Objectif : Discuter de l'état actuel de la surveillance des risques faite par Innergex énergie renouvelable (« Innergex » ci-après) quant aux droits de la personne dans sa chaîne d'approvisionnement.

Innergex fait partie des sociétés d'énergie renouvelable qui figurent sur notre Liste de sociétés prioritaires 2023 qui a été ciblée pour un engagement à l'égard des droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement. Le siège social de la société est au Québec; les activités de celle-ci portent sur la production d'énergie éolienne, hydroélectrique et solaire. Les conditions dans les chaînes d'approvisionnement de la fabrication d'énergie solaire sont de plus en plus préoccupantes, car une partie du polysilicium utilisé dans les panneaux solaires provient de la région ouïghoure en Chine, ciblée pour le recours au travail forcé.¹¹ Le risque lié à l'actualité pour des sociétés comme Innergex est important, et nous encourageons les sociétés à veiller à ce que leur surveillance englobe les activités sur le terrain, au-delà de la salle de conférence.

La pression pour assumer la responsabilité des activités dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement est élevée et a été amplifiée par la *Uyghur Forced Labor Prevention Act*¹² qui est entrée en vigueur aux États-Unis en juin 2022. Le Canada a adopté le projet de loi S-211, *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement*¹³, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Ces nouvelles lois mettent en lumière

le risque de politique à l'égard duquel les sociétés doivent être préparées pour éviter les violations, ce qui pourrait retarder les projets et nuire aux activités. Nous avons discuté avec Innergex de la façon dont elle met en œuvre la réglementation du secteur de l'énergie solaire et des mesures qu'elle prend pour gérer les risques dans sa chaîne d'approvisionnement. Nous voulons être certains qu'elle inculque un sentiment de responsabilité à ses employés et qu'elle incite aussi ses fournisseurs à adopter une position semblable.

Innergex a tendance à continuer de recourir aux fournisseurs avec lesquels elle a déjà une relation et qu'elle connaît bien. Ces fournisseurs font l'objet d'une évaluation par un tiers lorsqu'ils sont intégrés; ils savent que des visites aléatoires sur place sont possibles, ce qui témoigne de l'engagement d'Innergex quant à la diligence raisonnable à l'égard de la chaîne d'approvisionnement. La société dispose d'un code de conduite des fournisseurs, que nous considérons comme un élément de gouvernance de base, et elle est signataire du Solar Industry Forced Labor Prevention Pledge¹⁴. Quant à l'éventuelle exposition à la main-d'œuvre ouïghoure dans la chaîne d'approvisionnement, Innergex affirme qu'elle a un plan pour améliorer davantage son processus de diligence raisonnable.

Afin d'encourager ses fournisseurs de matières premières à adopter des pratiques minières responsables, nous avons recommandé à Innergex d'envisager de participer au groupe de travail du secteur de l'approvisionnement dans le cadre de l'Initiative for Responsible Mining Assurance. Nous avons également discuté de ses progrès sur le plan de la biodiversité; elle a indiqué qu'elle comptait évaluer ses activités sous peu.

Étapes suivantes : Nous poursuivrons notre suivi auprès d'Innergex concernant les améliorations prévues à l'égard de la diligence raisonnable en matière de droits de la personne.

¹¹ <https://enduyghurforcedlabour.org/> (en anglais seulement).

¹² <https://www.cbp.gov/trade/forced-labor/UFLPA> (en anglais seulement).

¹³ <https://laws.justice.gc.ca/fra/lois/f-10.6/index.html>.

¹⁴ <https://www.seia.org/sites/default/files/Solar%20Industry%20Forced%20Labor%20Prevention%20Pledge%20Signatories.pdf> (en anglais seulement).

RAPPORT D'ÉTAPE : DASSAULT SYSTÈMES

Secteur

Technologies de l'information

Thème principal; sous-thème(s)

Droits de la personne

Objectifs de développement durable des Nations Unies connexes



Activité d'engagement

Intervention autonome

Réceptivité

Réceptive

État des placements (peut changer sans préavis)

Fonds de croissance mondiale NEI

Objectif : Encourager Dassault à améliorer la communication de ses procédures de diligence raisonnable des clients afin de gérer le risque d'utilisation abusive de ses produits par les clients.

Nous avons envoyé une lettre à Dassault Systèmes en février, puis nous avons rencontré la société en septembre dans le cadre d'une conversation de suivi. La société a été citée dans un rapport qui établissait un lien entre son logiciel de conception 3D et l'armée du Myanmar¹⁵. Après un examen interne, Dassault a confirmé par communiqué¹⁶ qu'elle n'avait pas vendu son logiciel à l'armée du Myanmar et que les entités nommées dans le rapport ne figuraient pas sur la liste des clients de Dassault.

Cette histoire nous a amenés à questionner Dassault sur la façon dont elle prend en compte les éventuelles utilisations abusives de ses produits par ses clients. Le risque d'une atteinte à la réputation considérable découlant du manque de surveillance dans ce domaine est indéniable, et nous voulions mieux comprendre les contrôles internes de la société. Elle nous a indiqué que les trois principaux outils qu'elle utilise pour effectuer la diligence raisonnable des clients sont le contrôle des exportations, les politiques d'utilisation acceptable et l'examen de cas individuels fondé sur des rapports d'utilisation controversée. Ces outils permettent de prendre des mesures coordonnées pour aider la société à prévenir les répercussions défavorables sur les droits de la personne.

La société a fait preuve de franchise et nous a donné des exemples de ses politiques en action. Elle était ouverte à notre recommandation d'améliorer la divulgation publique, car il nous a semblé qu'elle avait mis en place de solides procédures. Nous lui avons expliqué que le fait de le préciser dans ses documents serait utile aux investisseurs. Elle était reconnaissante des ressources que nous lui avons fournies pour la gestion des risques en aval liés aux droits de la personne. Nous l'avons orientée vers un outil qui décrit les considérations précises en matière de droits de la personne pour les fournisseurs de logiciels d'entreprise, et nous lui avons fourni des politiques publiques de sociétés comparables qui comprennent des évaluations des droits de la personne et des procédures de diligence raisonnable.

Les répercussions en aval sur les droits de la personne des applications technologiques hautement sensibles représentent un risque croissant pour les sociétés. Par exemple, la société de surveillance Clearview AI n'a pas pris en compte la protection des collectivités touchées par la vente de sa base de données de reconnaissance faciale. La société a été poursuivie pour avoir contrevenu à la loi de l'Illinois sur les données biométriques. Dans le cadre du règlement¹⁷, il a été établi qu'elle ne pouvait pas rendre sa base de données de reconnaissance faciale accessible aux entités privées à l'échelle des États-Unis. Des cas comme celui-ci mettent au premier plan les risques juridiques et opérationnels qui se

produisent en l'absence d'une diligence raisonnable adéquate. Les pratiques commerciales et leurs conséquences sur les clients, les employés, les collectivités et les autres parties prenantes peuvent avoir une incidence financière importante. En plus des éventuels frais de litige engagés, une société pourrait perdre des commandes et des revenus futurs.

Étapes suivantes : Nous nous attendons à une communication de renseignements accrue à ce sujet, car la société a indiqué qu'elle redéfinissait la section de son rapport annuel portant sur le développement durable.

¹⁵ <https://specialadvisorycouncil.org/2023/01/13-countries-enabling-weapon-manufacture-myanmar/> (en anglais seulement).

¹⁶ <https://www.3ds.com/fr/newsroom/news-brief/dassault-systemes-statement>.

¹⁷ <https://www.aclu.org/cases/aclu-v-clearview-ai> (en anglais seulement).

FAITS SAILLANTS DE L'ENGAGEMENT DES SOUS-CONSEILLERS

Impax Asset Management

NEI a obtenu l'étude de cas d'engagement suivante d'Impax Asset Management, qui est sous-conseiller du Fonds leaders en environnement NEI et du Fonds équilibré durable mondial NEI. Les placements peuvent changer sans préavis.

Aptiv

Aptiv est une société technologique mondiale qui conçoit des solutions plus sûres, plus écologiques et plus connectées qui favorisent l'avenir de la mobilité. La société fournit une architecture avancée pour des véhicules intelligents ainsi que l'écosystème de mobilité connectée au premier plan de la conduite intelligente, automatisée et autonome, de la sécurité et de l'infodivertissement.

Thème : Gestion du capital humain; diversité, équité et inclusion (DEI)

Objectifs d'engagement

1. Améliorer la compréhension de la gestion du capital humain et des risques liés à la DEI (objectif atteint)
2. Améliorer la divulgation des données et des cibles en matière de DEI (objectif partiellement atteint, données sur l'égalité d'accès à l'emploi (EEO-1) publiées en 2021, données sur l'équité salariale publiées en 2022)
3. Améliorer la diversité du conseil d'administration (travail en cours)

Impax effectue des activités d'engagement auprès d'Aptiv depuis 2019 sur les questions du capital humain et de la DEI, entre autres enjeux liés aux facteurs ESG. Dans un premier temps, nos engagements visaient à comprendre la surveillance effectuée par Aptiv à l'égard de la gestion du capital humain et en matière de DEI dans l'ensemble de l'organisation, qui compte plus de 180 000 employés à l'échelle mondiale. Pendant et après la pandémie de COVID-19, des défis complexes d'envergure mondiale ont fait surface, notamment des pénuries de main-d'œuvre, des crises dans les soins de santé

ainsi qu'en ce qui concerne l'accès aux soins des familles et des personnes à charge. Impax a effectué des activités d'engagement et de surveillance auprès des sociétés exposées à ces enjeux, dont Aptiv. Nos efforts nous ont aidés à comprendre comment les sociétés géraient les risques et ont révélé qu'Impax comprenait l'importance de ces enjeux complexes, soulignant la valeur de la transparence, surtout en période de crise.

Progrès et résultats

À mesure que progressait le dialogue au fil des ans, nous avons constaté qu'Aptiv a fait d'importants progrès dans l'établissement de programmes de mentorat et de développement du leadership ainsi que dans la collecte et l'analyse de données sur la DEI. La société a publié des données sur sa main-d'œuvre selon la race, l'origine ethnique et le sexe aux États-Unis. Elle a présenté le même type de données au sujet de sa main-d'œuvre dans le monde et a dévoilé les résultats de son analyse en matière d'équité salariale entre les genres. Nous nous sommes également entretenus avec la société afin d'accroître la diversité de genre du conseil d'administration. La société a nommé une troisième femme au conseil d'administration en 2021 et, en 2022, la diversité de genre au sein du conseil d'administration a atteint 30 %. L'engagement auprès d'Aptiv se poursuit, et un accent particulier est mis sur l'inflation des salaires au Mexique (où se trouvent 80 000 employés) et le recrutement de talents.

PROMOTION DE POLITIQUES

Influer sur l'élaboration de politiques au profit de nos investisseurs

Jamie Bonham, chef de la gérance, Investissement responsable

L'engagement auprès des décideurs nationaux et mondiaux et des organismes de normalisation fait partie intégrante du programme de gérance de NEI depuis près de 20 ans. L'importance que nous accordons à cet aspect est relativement unique dans le secteur. Qu'est-ce qui inciterait un gestionnaire de placement à consacrer beaucoup de temps et de ressources à cette tâche? Tout se rapporte à notre thèse selon laquelle les sociétés qui intègrent des pratiques exemplaires à l'égard des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ont le potentiel d'offrir de meilleurs rendements à nos investisseurs à long terme. Notre travail sur les politiques est axé sur l'élimination des obstacles et des enjeux systémiques susceptibles de compromettre le rendement des entreprises, ainsi que sur l'atteinte de notre objectif de création de valeur durable à long terme.

Par exemple, les investisseurs qui cherchent à intégrer des données sur les facteurs ESG à leur processus de placement ont dû composer avec un manque relatif de données, ou plus précisément, un manque de données de *qualité*. L'absence de données normalisées, comparables et, surtout, publiques entraîne des inefficiences sur les marchés ainsi que des angles morts pour les investisseurs qui doivent prendre des décisions fondées sur un portrait incomplet du rendement et de la stratégie de l'entreprise. Une grande partie de notre travail sur les politiques a été consacrée à remédier à cette faiblesse. Pour ce faire, nous avons soulevé cette question auprès d'une multitude de responsables de gouvernements, d'organismes de réglementation, d'associations sectorielles, de cadres d'information volontaire et de bourses pendant la majeure partie des deux dernières décennies. À bien des égards, nous avons réussi.

Ce serait bien facile de tenir pour acquise la disponibilité des données sur les facteurs ESG ces jours-ci, mais un simple coup d'œil sur l'indice S&P 500 montre tout le chemin parcouru. De 2011 à 2021, le nombre de sociétés produisant un rapport sur la durabilité est passé de 20 % à 96 %.¹⁸ Cela signifie que nous obtenons beaucoup plus de renseignements sur les risques ESG importants qui, auparavant, n'étaient pas mesurés, vraisemblablement pas gérés et inconnus des investisseurs. Cette amélioration est en grande partie attribuable à l'engagement direct auprès des sociétés, mais les cadres et les normes qui sous-tendent les divulgations qui en ont résulté ont été établis au moyen d'un engagement actif auprès des organismes de normalisation.

Le fait que les marchés nord-américains soient sur le point de rendre obligatoire l'information financière relative aux changements climatiques est une importante victoire politique, remportée aux termes d'une lutte de taille qui est le résultat de nombreuses interventions de la part d'investisseurs, dont NEI. Nos récentes contributions à la Securities Exchange Commission des États-Unis et aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières¹⁹ concernant leurs cadres de déclaration obligatoires respectifs sont le point culminant d'années de défense des intérêts durant lesquelles nous avons souligné le caractère important des risques liés au climat ainsi que le manque de renseignements adéquats. Le fait que les organismes de réglementation proposent maintenant que les renseignements liés au climat soient présentés parallèlement aux mesures financières traditionnelles signifie que les investisseurs seront mieux en mesure de composer avec les innombrables risques et occasions, actuels et futurs, liés au climat, car nous aurons de meilleures données pour prendre nos décisions. C'est pourquoi l'engagement à l'égard de l'élaboration de politiques et de l'établissement de normes est si important pour notre programme de gérance.

¹⁸ <https://www.ga-institute.com/research/ga-research-directory/sustainability-reporting-trends.html> (en anglais seulement).

¹⁹ Pour obtenir la liste des contributions de NEI de 2018 à 2022, consultez le site <https://www.placementsnei.com/investissement-responsable/investissement-responsable-expertise/aperçu-du-programme/defense-des-interets-et-collaboration.html>.

La diversité du conseil d'administration est un autre exemple. Notre thèse – appuyée par de nombreuses études universitaires et sectorielles – est que la diversité des conseils d'administration se traduit par de meilleurs résultats financiers. De nombreuses raisons soutiennent notre thèse. Une étude réalisée en 2021 par le Financial Reporting Council et la London Business School Leadership Institute²⁰, qui examinait spécifiquement la diversité des genres, met en évidence divers facteurs, dont la décentralisation accrue de la prise de décisions, la probabilité accrue de parvenir à un consensus et à une meilleure collaboration entre les membres du conseil ainsi qu'une baisse de la confiance excessive à l'égard des compétences du conseil en matière de résolution de problèmes; autant de facteurs qui peuvent contribuer à une hausse des rendements boursiers et à une diminution du désaccord entre les actionnaires.

L'absence de diversité au sein des conseils d'administration des sociétés canadiennes est donc une préoccupation importante pour les investisseurs et pourrait avoir une incidence directe sur les rendements des actionnaires. C'est pourquoi nous intervenons auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières depuis plus de 15 ans, pour qu'ils favorisent une plus grande diversité au sein des conseils d'administration, au profit des investisseurs. En 2015, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a publié de nouvelles règles rendant obligatoire la communication de données clés sur la diversité des genres – y compris la présence de politiques et de cibles visant à améliorer celle-ci – au niveau du conseil et de la direction. Il s'agit d'une importante victoire en matière de politiques qui a donné lieu à un examen plus minutieux des pratiques des conseils et à une amélioration globale de la diversité des genres.

Nous soulignons ici la nature symbiotique de nos politiques et de notre engagement auprès des sociétés. L'influence que nous cherchons à avoir à l'égard de l'évolution des politiques nous a permis d'accroître la portée de nos programmes d'engagement et de vote par procuration relativement aux enjeux ESG importants. Nous avons été en mesure de repérer hors de tout doute les sociétés qui sont à la traîne, d'orienter les sociétés dont les stratégies et les cibles sont faibles, voire inexistantes et de suivre les progrès réalisés au fil des ans. C'est exactement ce genre de synergies de renforcement que notre travail concernant les politiques cherche à créer et qui, ultimement, nous aide à réaliser pleinement notre thèse de placement.

²⁰ https://media.frc.org.uk/documents/FRC_Board_Diversity_and_Effectiveness_in_FTSE_350_Companies.pdf (en anglais seulement).



FAITS SAILLANTS DES POLITIQUES

Thème principal : Droits de la personne

- Nous avons fourni des commentaires au Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme en réponse à sa consultation sur l'intersection des investisseurs, des facteurs ESG et des droits de la personne.

Thème principal : Inégalités

- Nous avons fourni des commentaires aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur les voies proposées par l'organisme de réglementation pour accroître la publication d'informations sur la diversité par les émetteurs afin de saisir les caractéristiques de diversité au-delà du genre.

Thème principal : Carboneutralité

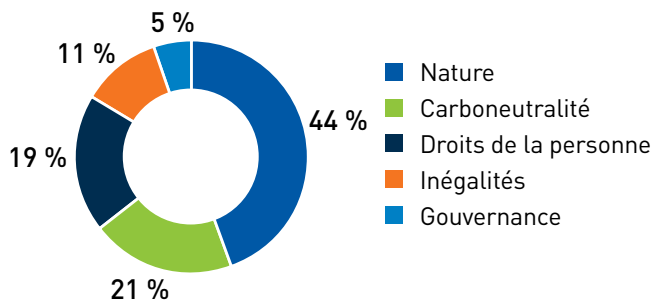
- Nous avons rencontré le surintendant du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) pour discuter des répercussions de la ligne directrice B-15 du BSIF, Gestion des risques climatiques, sur les petites institutions financières (coopératives d'épargne et de crédit), des incidences sur le capital et de l'évaluation des émissions de portée 3.

Autres

- Nous avons formulé des commentaires à l'intention du Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité qui souhaitait obtenir des avis sur ce qui, selon les investisseurs canadiens, devrait être prioritaire pour l'International Sustainability Standards Board (ISSB) au cours des deux prochaines années.
- Nous avons fourni des commentaires à l'ISSB concernant les domaines d'intérêt prioritaires au cours des deux prochaines années, soulignant que la mise en œuvre des normes existantes est un domaine d'intérêt prioritaire.
- Nous avons répondu à l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite concernant l'ébauche de ses lignes directrices sur la gestion du risque au sein des régimes de retraite, soulignant l'importance d'intégrer les facteurs ESG au processus de placement dans le cadre de l'obligation fiduciaire de l'administrateur du régime.

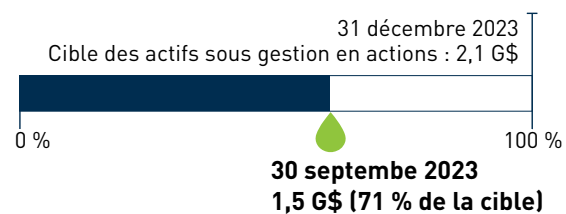
LISTE D'ENGAGEMENT AUPRÈS DES SOCIÉTÉS

Engagement par thème principal



Progrès vers la cible d'engagement pour 2023

L'objectif de NEI est de s'engager auprès des sociétés représentant au moins 30 % des actifs sous gestion en actions d'ici la fin de 2023. Au 30 septembre 2023, l'actif sous gestion en actions de NEI s'élevait à 7,0 G\$, et la cible d'engagement s'établissait à 2,1 G\$.



Liste alphabétique des sociétés faisant l'objet d'engagement du 1^{er} juillet au 30 septembre 2023

La plupart des sociétés présentées dans le tableau ci-dessous ont été détenues par NEI durant le trimestre. Les sociétés portant la mention « non détenue actuellement » peuvent avoir été vendues pendant la période ou toute période antérieure, ou n'avoir jamais été détenues. Les activités d'engagement auprès de sociétés que NEI ne détient pas ne doivent pas être perçues comme une intention de la part de NEI ou de ses sous-conseillers d'y investir. La liste peut ne pas être exhaustive. L'état des placements peut changer sans préavis.

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
Alimentation Couche-Tard	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes canadiens NEI
Aliments Maple Leaf	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Alphabet	Services de communication	Droits de la personne	Diligence raisonnable en matière des droits de la personne	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de croissance mondiale NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de valeur mondial NEI; Mandat NEI actions mondiales

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
AltaGas	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Amazon	Consommation discrétionnaire	Nature; inégalité	Eau; capital humain; bien-être animal	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de croissance mondiale NEI; Mandat NEI actions mondiales
Amdocs	Technologies de l'information	Droits de la personne	Droits numériques – pratiques éthiques en intelligence artificielle	Fonds d'actions américaines ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
Andritz	Industrie	Droits de la personne	Diligence raisonnable en matière des droits de la personne	Mandat NEI actions mondiales
Applied Materials	Technologies de l'information	Nature	Eau	Fonds leaders en environnement NEI
Aritzia	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Ball Corp.	Matériaux	Nature; carboneutralité	Évaluation de l'impact et de la dépendance; circularité	Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds leaders en environnement NEI
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Services financiers	Questions de gouvernance	Gestion et communication des facteurs ESG	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Boardwalk Real Estate Investment Trust	Immobilier	Droits de la personne	Diligence raisonnable en matière des droits de la personne	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
CAE	Industrie	Gouvernance	Gestion et communication des facteurs ESG	Mandat NEI revenu fixe
Campbell Soup	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes mondial ER NEI
Canadian Apartment Properties REIT	Immobilier	Droits de la personne	Diligence raisonnable en matière des droits de la personne	Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

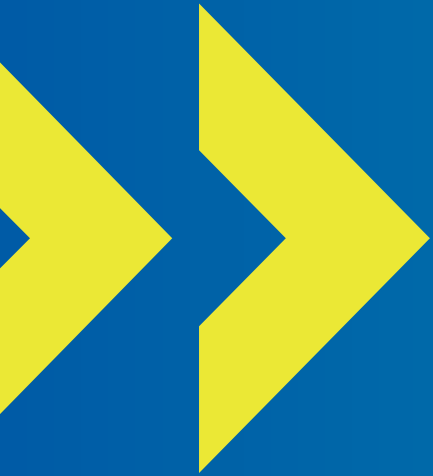
Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
CGI	Technologies de l'information	Droits de la personne; inégalités	Droits numériques; DEI	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes; Mandat NEI actions mondiales
Citigroup	Services financiers	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Coca-Cola Co.	Biens de consommation de base	Carboneutralité	Circularité	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds de dividendes mondial RS NEI; Mandat NEI actions mondiales
Compass Group	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds d'actions américaines ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
Costco	Consommation discrétionnaire	Nature	Bien-être animal	Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI
CrowdStrike Holdings	Technologies de l'information	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions mondiales ER NEI
Daimler Trucks FI Canada	Industrie	Gouvernance	Éthique des affaires	Mandat NEI revenu fixe
Danone	Biens de consommation de base	Carboneutralité; nature	Circularité; bien-être animal	Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI
Dassault Systèmes	Technologies de l'information	Droits de la personne	Diligence raisonnable en matière des droits de la personne	Fonds de croissance mondiale NEI
Electronic Arts	Services de communication	Inégalités	DEI	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds de dividendes mondial RS NEI; Mandat NEI actions mondiales
Empire Co.	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
Freehold Royalties	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
General Electric	Industrie	Droits de la personne	Diligence raisonnable en matière des droits de la personne	Fonds d'actions canadiennes NEI
General Mills	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI
GFL Environmental	Industrie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Groupe Delhaize	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Non détenue actuellement
Henry Schein	Soins de santé	Inégalités	Accès équitable	Fonds de dividendes mondial ER NEI
Hershey Co.	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes mondial ER NEI
Hormel Foods	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Non détenue actuellement
Innergex énergie renouvelable	Services publics	Droits de la personne; nature	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement; évaluation de l'impact et de la dépendance	Fonds d'infrastructure propre NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Inner Mongolia Yili Industrial Group	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds des marchés émergents NEI
InterRent Real Estate Investment Trust	Immobilier	Droits de la personne	Diligence raisonnable en matière des droits de la personne	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
J.B. Hunt Transport Services	Industrie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds de dividendes mondial ER NEI
Jerónimo Martins	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Mandat NEI actions mondiales
Kerry Group	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds d'actions internationales ER NEI

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
Keurig Dr Pepper	Biens de consommation de base	Carboneutralité	Circularité	Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI
Killam Apartment REIT	Immobilier	Droits de la personne	Diligence raisonnable en matière des droits de la personne	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Kingfisher	Consommation discrétionnaire	Nature	Déforestation	Non détenue actuellement
Kraft Heinz Co.	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds équilibré durable mondial NEI
Kroger	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de dividendes américains NEI
Les Compagnies Loblaw limitée	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions mondiales
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Fonds d'actions internationales ER NEI
LyondellBasell Industries	Matériaux	Carboneutralité	Circularité	Fonds d'actions américaines ER NEI
M&T Bank Corp.	Services financiers	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI
McDonald's	Consommation discrétionnaire	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes mondial ER NEI
MEIJI Holdings Co.	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Non détenue actuellement
Metro	Biens de consommation de base	Carboneutralité; nature	Circularité; bien-être animal	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
Microsoft	Technologies de l'information	Droits de la personne	Droits numériques	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds leaders en environnement NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI actions mondiales
Nestlé	Biens de consommation de base	Nature	Déforestation; bien-être animal	Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions internationales ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
Norfolk Southern	Industrie	Questions de gouvernance	Éthique des affaires	Fonds équilibré durable mondial NEI
Novo Nordisk	Soins de santé	Inégalités	Accès équitable	Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions internationales ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
NXP Semiconductor	Technologies de l'information	Droits de la personne	Alignement sur les sanctions contre la Russie	Fonds équilibré durable mondial NEI
O'Reilly Automotive	Consommation discrétionnaire	Inégalités	Capital humain	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
Pembina Pipeline	Énergie	Droits de la personne; carboneutralité	Droits des Autochtones; engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
PepsiCo	Biens de consommation de base	Nature	Indice Access to Nutrition	Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI
Restaurant Brands International	Consommation discrétionnaire	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
Saputo	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
Sodexo	Consommation discrétionnaire	Nature	Bien-être animal	Fonds d'actions internationales ER NEI
Starbucks	Consommation discrétionnaire	Inégalité; nature	Droits de la personne; bien-être animal	Fonds de croissance mondiale NEI

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
Suncor Énergie	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Superior Plus	Services publics	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Sysco	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI
Target	Consommation discrétionnaire	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes américains NEI
Tencent Holdings	Technologies de l'information	Droits de la personne	Droits numériques	Fonds des marchés émergents NEI
Tesla	Consommation discrétionnaire	Inégalités	Capital humain	Fonds de croissance mondiale NEI
Truist Financial Corp	Services financiers	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds de dividendes américains NEI
U.S. Bancorp	Services financiers	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de dividendes américains NEI
Unilever	Biens de consommation de base	Nature	Bien-être animal	Fonds de dividendes américains NEI
Vermilion Energy Trust	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité; réduction des émissions de méthane	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Walmart	Biens de consommation de base	Inégalité; nature	Droits de la personne; bien-être animal	Fonds d'actions américaines ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
Whitbread	Consommation discrétionnaire	Nature	Bien-être animal	Fonds d'obligations d'impact mondial NEI
Yum! Brands	Consommation discrétionnaire	Nature	Bien-être animal	Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI



Communiquez avec votre conseiller dès aujourd'hui pour savoir comment les solutions d'investissement responsable de NEI peuvent vous aider à atteindre vos objectifs.

NEI

Le présent rapport est fondé sur les dossiers de NEI ainsi que sur ses recherches et ses impressions recueillies lors de ses activités d'engagement auprès des sociétés. À moins d'indication contraire, aucune société indiquée dans le présent rapport n'a examiné son contenu avant sa publication. Nous reconnaissons que les progrès d'une société en matière d'enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance sont attribuables à plusieurs facteurs et non uniquement à l'influence de NEI.

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément, sans s'y limiter, des conseils financiers, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant au fil du temps. Les renseignements contenus dans le présent document sont jugés fiables, mais NEI ne garantit pas leur exhaustivité ni leur exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne garantissent pas le rendement futur, et les risques et les incertitudes font souvent en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des renseignements ou des attentes prospectifs. Ne vous fiez pas indûment aux renseignements prospectifs.

Les placements dans les fonds communs de placement peuvent être assortis de commissions, de commissions de suivi, de frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et les rendements passés peuvent ne pas se reproduire.

Placements NEI est une marque déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est le commandité de NEI S.E.C. et une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est le seul commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq centrales de caisses de crédit provinciales et au Groupe CUMIS limitée.

« Demand more. We do. »™ (« Exigez plus. Comme nous. »^{MC}) est une marque de commerce de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C.

2300645F 11/23 AODA